



SALARIÉS DU PUBLIC ET DU PRIVÉ : MÊMES ATTAQUES, MÊME COMBAT

L'inflation repart à la hausse en ce mois de février, à 3 % sur un an, 3,6 % pour l'alimentaire. C'est la hausse de l'électricité à la suite du rétablissement des taxes sur l'énergie qui tire le reste des prix vers le haut. La presse salue quand même un ralentissement global par rapport à il y a un an. Mais le ralentissement d'une hausse, ça reste une hausse ! Le 19 mars la fonction publique est appelée à se mettre en grève pour revendiquer des hausses de salaire, car c'est bien lorsque ces grèves existent, et elles sont toujours nombreuses notamment dans le privé, que les salaires parviennent à suivre le rythme de l'inflation.

18 Mars 2024, Gustave Roussy

LES SALAIRES MAIS PAS SEULEMENT

Pour les salariés de la fonction publique qui n'ont eu que 25 euros brut d'augmentation en janvier 2024, la question des salaires est prégnante comme pour toutes les travailleuses et tous les travailleurs. À cette journée pourrait aussi s'inviter la question de la dégradation de leurs conditions de travail en raison des baisses continues des budgets depuis quelques années. L'annonce par Bruno Le Maire, le 22 février dernier, de 10 milliards d'économies, essentiellement sur les services essentiels aux besoins de la population comme les transports, la santé ou l'éducation, en est l'exemple le plus récent.

DANS LE 93 ET AILLEURS, LE PERSONNELS DE L'ÉDUCATION ET LES PARENTS DONNENT LE TON

En Seine-Saint-Denis, comme dans bien des quartiers populaires, il n'a pas fallu attendre les économies annoncées par Bruno Le Maire pour subir le délabrement dans les transports, l'éducation, la santé... Ni pour riposter. Les profs et le personnel gréviste se rencontrent et organisent des réunions d'information auprès des parents d'élèves, qui les rejoignent dans la bataille en n'envoyant pas leurs enfants à l'école lors de journées « école morte ».

CHOC DE LA LUTTE CONTRE LE « CHOC DES SAVOIRS »

C'est l'annonce de la réforme dite du « choc des savoirs » qui a mis le feu aux poudres, notamment auprès du personnel des collèges et auprès des parents. À travers cette réforme, le gouvernement accentue la politique

de tri social à l'école. Cela ne lui suffisait pas d'interdire l'accès aux études supérieures à une partie des enfants des travailleurs avec la mise en place de Parcoursup, aujourd'hui il limite leur accès au lycée. L'obtention du brevet sera rendue obligatoire pour y entrer - en lycée général comme en lycée professionnel - et Gabriel Attal a prévenu : « *Le taux de réussite cette année va baisser de manière importante.* » La mise en place de « groupes de niveau » au collège, soi-disant prévus pour répondre aux besoins particuliers de chacun, aura pour conséquence d'ostraciser des élèves en difficulté, majoritairement issus des milieux populaires, qui seront prédéterminés à ne pas aller au lycée.

Avec moins d'élèves en lycée, le budget de l'Éducation nationale pourra continuer à être rabaissé. Les élèves recalés, quant à eux, n'auront d'autres choix que d'aller en apprentissage ou d'attendre, pour rejoindre ensuite les rangs des futurs travailleurs peu qualifiés, les plus mal payés. Cette grève a déjà commencé à essaimer dans d'autres départements (Rhône). Elle pourrait entraîner celles et ceux qui refusent que leurs enfants voient leur avenir encore plus obstrué. Mais pour cela, il faudra que parents, enseignants et personnel construisent une mobilisation de l'ensemble du secteur, capable de donner un coup de pied dans la fourmière et de stopper la saignée malgré l'absence de la part des directions syndicales nationales d'une telle perspective. La réussite de la journée de grève du 19 mars pourrait être un point de départ et donner confiance à bien d'autres salariés, du public comme du privé, pour suivre le chemin de la lutte mettre en cause cette boucherie sans fin.

LES NAO REVIENNENT A GR

Comme tous les ans, la direction et les syndicats s'apprêtent à discuter à l'amiable des revalorisations salariales de tel emploi, des évolutions de carrière de tel autre... Un rituel bien rodé à l'image de l'ambiance dans l'hôpital, où le rafistolage des secteurs ne dure jamais longtemps avant que tout ne se fissure à nouveau. Ce n'est qu'en faisant pression sur la direction par la mobilisation et la grève qu'on pourra espérer peser et obtenir des augmentations de salaires qui compensent l'inflation : 400€ pour tous!

VÉRAN, PERSONNALITÉ PRÉFÉRÉ DES VIEILLES DU 16ÈME

Il y a quelques semaines, on avait raillé Olivier Véran, ex-ministre de la santé et neurologue de formation, qui voulait reprendre l'exercice de la médecine "un jour par semaine". Information de dernière minute : il a annoncé au Figaro qu'il se formait en fait à la médecine esthétique pour "aider les gens à se sentir mieux dans leur peau". A 400€ l'injection de Botox, quel bon samaritain!

TOUT VA TRÈS BIEN MONSIEUR LE MINISTRE...

Le ministre de la santé Frédéric Valletoux a répété à plusieurs reprises cette semaine vouloir "sortir de ce discours misérabiliste, où tout va mal" dans la santé. Il faut avoir un sacré culot pour dire ça alors que plusieurs patients sont décédés sur des brancards aux urgences dans l'année et que de nombreux personnels des hôpitaux galèrent à finir les fins de mois.

PARIS : DES FEMMES VIVENT LEUR MATERNITÉ À LA RUE

L'AFP a publié un reportage sur les femmes exilées qui, dans la capitale, vivent leur maternité dans la rue faute d'hébergement. Elles sont plus de 200. La situation n'est pas propre à Paris. Mi-février, cinq grandes villes ont annoncé poursuivre l'État pour dénoncer ses « carences » en matière d'hébergement d'urgence. Toujours pas de réaction.

EHPAD : LES PROFITS AVANT LES CONDITIONS DE VIE

Le le gouvernement avait annoncé une loi « grand âge » destinée à « améliorer l'autonomie et les conditions de vie » des personnes très âgées. Au final, le projet ne propose que quelques mesures dérisoires (aide à l'obtention du permis de conduire). La seule mesure envisagée qui aurait pu avoir un intérêt consistait à obliger les patrons des Ehpad à consacrer une partie de leurs bénéfices à l'amélioration des conditions de vie des résidents. Mais elle a été repoussée par les députés. Visiblement, ceux-ci défendent bien volontiers les

intérêts des actionnaires des groupes capitalistes qui détiennent les chaînes d'Ehpad.

UNE MÉDAILLE BIEN MÉRITÉE

Macron a décoré de la grand-croix de la Légion d'honneur Bernard Arnault en présence notamment d'Elon Musk, Vincent Bolloré, Bruno Le Maire, Gérald Darmanin, Anne Hidalgo, Rachida Dati... bref, une belle brochette d'exploiteurs et de politiciens à leur service. Il est vrai qu'avec 230 milliards de dollars de patrimoine, Bernard Arnault est l'homme le plus riche du monde : ça vaut bien une médaille !

GUERRE D'UKRAINE : MACRON RÉCIDIVE

Voici une dizaine de jours, Macron avait envisagé l'envoi de troupes au sol françaises en Ukraine. Sa sortie avait fait un bide auprès des autres chefs d'État européens. Certains de ses conseillers s'étaient appliqués à « désamorcer » ces menaces en expliquant qu'il s'agissait seulement de faire trembler Poutine. Mais voici qu'il vient de récidiver : selon Le Monde, le président aurait déclaré : « Il va falloir que j'envoie des gars à Odessa si ça continue. » à la fin d'un dîné. Certains en ont déduit que Macron avait peut-être abusé du champagne millésimé de l'Élysée. Il n'en reste pas moins que ces propos de va-t-en-guerre sont inquiétants.

GAZA : L'AGENCE DE L'ONU POUR LES RÉFUGIÉS ACCUSE ISRAËL D'AVOIR TORTURÉ PLUSIEURS DE SES EMPLOYÉS

L'Agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (UNRWA), a vu ses financements être suspendus pour soutien au terrorisme... sans preuve ! L'UNRWA vient de réagir en citant les témoignages d'abus verbaux et psychologiques dont ont été victimes des Palestiniens détenus par les Israéliens. Certains membres de l'UNRWA détenu ont rapporté avoir été forcés de faire des aveux sous la torture lorsqu'ils étaient « interrogés au sujet des relations entre l'UNRWA et le Hamas ». Dans le même temps, dans un discours prononcé devant l'Assemblée générale des Nations unies, l'ambassadeur israélien, a accusé l'ONU « d'être elle-même une organisation terroriste à Gaza ». Plus la ficelle est grosse...

LE VRAI PROBLÈME DE LA LOI SUR LA FIN DE VIE

En bossant dans la cancéro, on sait que les fins de vie sont parfois difficiles et douloureuses pour les patients et leur famille. Le nouveau projet de loi qui sera discuté fin mai devrait aborder la question de "l'aide à mourir". C'est surtout le problème du manque de moyen dans les structures et services palliatifs, qu'il faudrait aborder!

Retrouve à ce QR Code une vidéo de Blandine, assistante sociale et membre du secteur santé du NPA, sur le projet de loi sur la fin de vie

